



Vive le PMD !

## **Le Parti Communiste Français et l'identification au Front populaire**

### **La fusillade de Clichy de 1937 et la question des armes pour le PCF**

En octobre 1936, Léon Blum avait fait en sorte que le gouvernement du Front populaire, trahissant les promesses initiales, mette en place une dévaluation, de 35 %. Cela rendait caduc les hausses de salaires obtenues quelques mois plus tôt.

Pour autant, cela et l'absence de réel soutien militaire à l'Espagne républicaine ne jouent pas sur la dynamique apparente du Front populaire. L'ambiance conserve une certaine chaleur en France au début de l'année 1937 et il existe un optimisme encore solide chez les radicaux, les socialistes et les communistes.

Naturellement, le Front populaire n'a plus la dimension de masse qu'il avait eu ; il ne reste somme toute désormais que la dimension gouvernementale. Celle-ci coexiste toutefois avec, à tous les niveaux de la société, des restes politiques, idéologiques, culturels de ce qui fut un événement de portée nationale.

Les congés payés, l'accès à la culture, la fin du despotisme de l'employeur... ont établi une démocratisation réelle.

La crédibilité semble donc encore là et le 9 mars 1937, Maurice Thorez peut encore appeler, devant 30 000 personnes au vélodrome d'Hiver, à une « union de tous pour appliquer le programme du Front populaire et pour sauver la paix ».

Puis vient le coup de tonnerre, le 16 mars 1937, avec une terrible fusillade en banlieue parisienne, à Clichy.

Cet événement ne fut pas à l'origine d'une surprise quant au contenu des faits ; cependant, l'implication de figures importantes de l'État, le nombre de morts et la dimension provocatrice du lieu firent que se posa, franchement, la question des armes.

Les ex-Croix de feu, désormais Parti social français, sont à l'origine des faits. Ils avaient organisé une réunion politique au cinéma *Olympia*, autour d'un roman d'un des leurs, l'écrivain Claude Farrère.

Le choix d'une ville de la ceinture ouvrière de Paris était une terrible provocation ; localement, le

maire socialiste Charles Auffray et le député communiste Maurice Honel avaient tenté d'annuler cette réunion.

Son maintien fit se confronter 300 personnes liées à l'extrême-droite à 7 000 manifestants antifascistes, qui cherchèrent à prendre d'assaut le cinéma. L'intervention de la police fit alors 5 morts (Émile Mahé, Arthur Lepers, René Chrétien, Marcel Cerrutti et Victor Mangemann) et 200 blessés.

La situation est tellement tendue que le ministre de l'Intérieur Marx Dormoy vint sur place, ainsi que le directeur du chef du cabinet du gouvernement, André Blumel, qui se prit deux balles.

Léon Blum se précipita pour le voir à l'hôpital en revenant de l'opéra, alors que des fusillades éclataient pendant plusieurs heures à Clichy, jusqu'à l'hôtel de ville où les manifestants se sont barricadés. Parallèlement, des scènes similaires se déroulèrent à Asnières, non loin.

L'onde de choc fut immédiatement immense en région parisienne, avec 40 000 ouvriers manifestant même à Boulogne à partir des usines Renault et 10 000 autres dans Paris à partir des usines Citroën, 6 000 autres à Issy, 5 000 à Gennevilliers, 3 000 à Argenteuil, 2 500 à Ivry.

Une grève d'une demi-journée se mit ensuite en place, extrêmement bien suivie et organisée, avec également au vélodrome d'Hiver un meeting avec Maurice Thorez et Jacques Duclos.

Conscient de la dimension de la question, Léon Blum reçut chez lui Maurice Thorez et Jacques Duclos, afin de s'assurer du maintien du cadre général du Front populaire.

Le dirigeant de la CGT Léon Jouhaux apporta son appui et le gouvernement fit en sorte d'empêcher tout débordement : les manifestations sont interdites, sauf celles du Front populaire à Clichy et au Magic City à Paris.

Voici deux communiqués du Parti Communiste Français, avec d'abord une proclamation dans la foulée de la fusillade.

« Mardi soir, 16 mars, à Clichy, se tenait une réunion du Parti Social Français. Des travailleurs ont été tués, d'autres ont été blessés, alors qu'ils manifestaient contre cette provocation de guerre civile. Des chefs de la police, où les fascistes bénéficient de complicités certaines, ont fait tirer sur les contre-manifestants « qui avaient répondu à l'appel du comité local du Front populaire ».

Cinq morts, plus d'une centaine de blessés : tel est le bilan des événements tragiques de Clichy dont les hommes du 6 février portent l'écrasante responsabilité.

Le Parti communiste n'a cessé de dénoncer les agissements du colonel-comte de La Rocque et de Doriot qui provoquent à la lutte entre Français et veulent créer une atmosphère de guerre civile dans le pays. En provoquant les travailleurs, les chefs fascistes visent à compromettre l'œuvre sociale du Front populaire, à empêcher que les légitimes revendications du peuple soient satisfaites.

Derrière les auteurs de troubles aux mains rouges du sang des travailleurs, il y a les trusts, les puissances d'argent qui organisent la vie chère, refusent le rajustement des salaires, traitements, pensions, ne veulent pas que les vieux travailleurs bénéficient

d'une retraite bien gagnée pas plus qu'ils ne veulent faire droit aux justes revendications des commerçants et des paysans de France.

A bas la guerre civile ! que cherchent les factieux. Il faut en finir avec ces groupements de désordre ; il faut en finir avec les chefs de la police qui favorisent leurs menées.

Il faut faire passer le souffle républicain dans les cadres de la police et de l'administration. Les responsables du sang versé à Clichy doivent être frappés. Le peuple de France veut l'ordre et la tranquillité, il veut vivre en paix dans le travail et le respect de l'ordre républicain.

Afin de mettre hors d'état de nuire ceux qui veulent troubler l'ordre en France pour favoriser les desseins d'asservissement de notre pays que poursuit le fascisme international, nous demandons, en application du «programme du Front populaire» :

Le désarmement et la dissolution des Ligues factieuses camouflées en partis ;

L'épuration des cadres de la police et de l'administration. Peuple de France, en présence de cette nouvelle attaque de tes ennemis, c'est de ton union que dépend la sauvegarde de l'ordre et de la liberté.

Vive l'unité d'action de tous les partisans de la liberté et de la paix, radicaux, démocrates, syndiqués, socialistes, communistes ! Vive l'union de la Nation Française contre les fascistes auteurs de troubles et contre leurs complices !

Le Parti communiste français. »

Il s'ensuivit une réunion du Bureau politique, c'est-à-dire le noyau dur du Comité central.

« La terrible nuit de Clichy dicte au front populaire son devoir immédiat

Le Bureau politique du Parti communiste français s'est réuni ce matin, jeudi, au siège du Comité central, sous la présidence de Marcel Cachin.

Douloureusement ému par les sanglants événements de Clichy, le Bureau politique s'incline devant les malheureuses victimes qui s'ajoutent à la liste déjà longue des meilleurs fils de la classe ouvrière qui ont donné leur vie pour la défense de la République, pour la sauvegarde de la démocratie et de la paix.

Il décide de s'inscrire pour un versement de 5.000 francs dans la souscription lancée par le Secours populaire de France en faveur des familles éplorées.

La douleur du peuple ouvrier est profonde comme en témoigne l'unanimité avec laquelle il vient de répondre à l'appel de ses organisations syndicales, de l'Union des Syndicats de la Région parisienne et de la Confédération générale du travail.

La grève générale limitée à une demi-journée, se déroulant dans un calme, une discipline impressionnante et une dignité parfaite, atteste la puissance de la classe ouvrière organisée et sa volonté de voir mettre un terme aux agissements intolérables des provocateurs à la guerre civile.

Les ennemis de la République, ceux qui rêvent d'un nouveau 6 février, ceux qui fomentent continuellement des troubles en France et dans les colonies, pour le compte de puissances étrangères, ne doivent pas pouvoir perpétrer leur mauvais coup.

Le Front populaire qui a déjà tant fait en faveur du peuple ne se laissera pas manœuvrer par la réaction et le fascisme, ennemis de la France.

Le Front populaire plus uni que jamais, dont la cohésion sera resserrée par les leçons qui se dégagent des événements tragiques de Clichy, poursuivra son œuvre pour le plus grand bien du pays.

Avec le Parti radical dont le prestige provient de sa lutte pour les libertés républicaines, avec ses chefs tant injuriés par ceux qui ont fait couler le sang ouvrier, avec nos frères socialistes qui, hier, à la réunion du Comité d'entente parisien, proclamaient avec nous la nécessité de désarmer et dissoudre les ligues factieuses, avec la grande C.G.T. dirigée par notre camarade Léon Jouhaux, avec tous les démocrates, tous les républicains, tous les hommes de bonne volonté, le Front populaire ira de l'avant vers le progrès social pour le triomphe de la démocratie et de la République.

Mais la terrible nuit de Clichy dicte au Front populaire son devoir immédiat.

Il faut, comme le souligne le Programme adopté par tous, désarmer et dissoudre effectivement les ligues factieuses.

Il faut, selon la parole de notre camarade Léon Blum, président du Conseil, que passe enfin le souffle républicain dans la police, dans l'armée, dans les administrations de l'Etat.

Il faut, sans faiblesse, garantir la réalisation du Programme du Rassemblement populaire :

garantir la retraite aux vieux travailleurs,

garantir les revendications légitimes des paysans, des petits commerçants, des artisans,

garantir aux chômeurs le relèvement de leur allocation, garantir la mise en route des grands travaux,

réaliser la réforme démocratique de la fiscalité française de manière à donner à l'Etat les ressources qui lui sont nécessaires en même temps qu'il sera possible de soulager les pauvres.

Par la réalisation de son Programme, par son union, par sa cohésion, le Front populaire assurera à la France le pain, la liberté et la paix. Tout pour le Front populaire ! Tout par le Front populaire ! »

L'appel pour le cortège funéraire est du même esprit. Plusieurs centaines de milliers de présentes manifestent de la place de la République à Clichy. Voici l'appel communiste.

« Peuple de Paris !

Tu vas, cet après-midi, en un émouvant cortège, accompagner à leur dernière demeure les morts de Clichy : Émile Mahé, Arthur Lepers, René Chrétien, Marcel Cerrutti et Victor Mangemann, dont les noms sont venus s'ajouter à la liste de tous ceux qui sont tombés pour la cause de la liberté et de la paix.

Toi, peuple de Paris, à l'âme si sensible, toi que guide un noble idéal de liberté, de justice sociale et de paix, tu seras une fois de plus fidèle à ton glorieux passé en faisant de grandioses funérailles à tes morts dont les familles sont entourées par toi d'une affectueuse solidarité.

Toi, peuple de Paris, qui, en février 1934, arrêtas par ton élan généreux l'assaut du fascisme assassin et qui te dressas frémissant contre toutes les entreprises de tyrannie et de violence, tu signifieras par l'ampleur de ta manifestation aux fauteurs de troubles et aux chercheurs d'aventures, que tu ne veux pas du fascisme, que tu veux la dissolution des ligues de guerre civile dont les agissements criminels sont à l'origine des événements tragiques de Clichy.

Les hommes du fascisme voudraient rayer d'un trait de plume toutes les conquêtes sociales du Front populaire.

Ils voudraient aussi, foulant aux pieds les plus nobles sentiments filiaux, empêcher que les vieux travailleurs de France ne soient pas laissés à l'abandon ; ils voudraient empêcher qu'une retraite bien gagnée soit accordée aux vieux de la ville et des champs.

Ils voudraient diviser le Front populaire pour ramener notre pays aux jours les plus sombres de la réaction.

Toi, peuple de Paris, tu ne veux pas cela ! Tu veux vivre dans l'ordre, dans la paix et la liberté par ton travail. Tu veux que soient mis hors d'état de nuire ceux dont l'intérêt est d'empêcher le relèvement économique du pays.

Tu veux qu'en dissolvant les ligues, Paris retrouve le calme et puisse recevoir dignement les étrangers qui se préparent à visiter l'Exposition [internationale].

Tu veux qu'on en finisse avec les provocations d'un La Rocque qui menace de fomenter des troubles et fait appel à la guerre civile. Tu veux qu'on en finisse avec un Doriot complice de La Rocque et agent de l'hitlérisme en France.

Tu veux que ces fauteurs de désordre ne puissent pas trouver de concours dans les rouages de l'administration de l'Etat et de la haute police, dont tu réclames l'épuration.

Tu veux que le fascisme assassin ne puisse plus jamais faire couler le sang de tes enfants.

Peuple de Paris ! En masse cet après-midi derrière les cercueils des cinq martyrs de Clichy pour honorer leur mémoire et signifier avec force que la France restera libre.

Le Parti communiste français. »

Le Parti Communiste Français apporte également son soutien à l'Assemblée nationale : le

gouvernement y demande la confiance. Il l'obtient par 362 voix contre 215. La première catastrophe était passée.

Mais sa substance ne fut pas vue. Toute l'année 1937 connaîtra de manière ininterrompue des découvertes de caches d'armes organisées par les fascistes, en complicité avec l'armée souvent. Le 11 septembre 1937, un puissant double attentat à Paris vise la Confédération générale du patronat français et l'Union des industries et métiers de la métallurgie.

Ses auteurs étaient organisés en une « Organisation secrète d'action révolutionnaire nationale », qui tentèrent ensuite en novembre un coup d'État en intoxiquant l'armée quant à une prétendue imminente prise du pouvoir par les communistes.

Dans ce contexte, les fascistes font usage de leurs armes, comme le 16 août 1937, à Villeurbanne, un fasciste tue à coups de pistolet Joseph Fuentes, 26 ans, marié et trois enfants, un employé municipal secrétaire d'une cellule, membre du comité de la section et très connu dans son quartier.

Au moment de tirer, l'assassin avait dit : « Tu es communiste, il faut que je te tue ». Après avoir été arrêté, il déclare qu'il aurait été « heureux d'en descendre d'autres ».

C'est un événement d'une portée considérable ; néanmoins, si *L'Humanité* titre l'information en Une, elle salue le maire communiste Camille Joly pour avoir empêché le lynchage de l'assassin !

*L'Humanité* ne fournit ensuite que très peu d'informations au sujet de cette affaire, et encore pendant quelques jours seulement ; aux funérailles de Joseph Fuentes le 21 août 1937, ce fut Gaston Monmousseau, un éminent cadre membre du Comité central et du Bureau politique, qui prit la parole, mais donc pas Maurice Thorez ou même Jacques Duclos.

On est là dans une volonté très claire d'étouffer tout ce qui polarise et d'éviter toute la question de l'affrontement armé.

L'assassin de Joseph Fuentes reçut comme peine six mois de prison, le 25 janvier 1938, et s'il y eut un meeting de protestation, il n'y eut jamais de campagne, pas plus que pour Bjibril, mitraillé à Marseille le 16 octobre 1937 alors qu'il collait des affiches.

On est ici dans la posture de l'évitement, qui reflète la ligne opportuniste de droite impulsé par Maurice Thorez : il s'agit d'intégrer la République, à tout prix, et de n'absolument jamais chercher de contradiction hors de ce cadre.

## **L'identification du PCF au Front populaire**

Quel est le point de vue du Parti Communiste Français après la fusillade de Clichy ?

Il n'a pas le choix : s'il ne choisit pas de se mettre en avant comme pôle antifasciste, alors il se soumet au Front populaire comme gouvernement, il doit s'effacer devant celui-ci, il doit s'identifier avec lui.

Voici le procès-verbal d'une séance du Bureau politique, en mars 1937, qui le montre bien. On est dans la constatation, l'évaluation, la participation ; la logique de confrontation est absente.

Le Front populaire est vu comme le seul outil est possible, et le Parti Communiste Français se réduit à se voir comme un rouage, même si en théorie le plus important.

« Le Bureau politique a tenu séance jeudi matin 25 mars sous la présidence de François Billoux, député de Marseille, retour d'Espagne.

Il s'est préoccupé de la grave menace contre la paix que constituent les déclarations faites au nom du dictateur italien par M. Grandi, ambassadeur à Londres.

Ainsi se vérifie le danger que fait courir à la paix et à la sécurité de la France, la politique de blocus de l'Espagne républicaine, pratiquée en dépit des avertissements donnés par les Communistes soucieux de la sauvegarde des foyers français.

Le Bureau politique demande une action immédiate et énergique de la France pour obtenir le retrait des troupes fascistes envoyées en Espagne.

Il demande la cessation du blocus et le rétablissement de la liberté de commerce avec le gouvernement légal de l'Espagne.

Pour garantir une politique conforme aux intérêts de la paix et de la France, il est urgent que soient écartés du Quai d'Orsay les hauts fonctionnaires lavaliers [liés à Pierre Laval] comme M. Léger, dont la mission est de nuire à la politique de paix voulue par le peuple de France.

Le Parti communiste soutiendra l'action du comité d'aide au peuple d'Espagne pour secourir les populations civiles, et notamment les enfants qu'il faut soustraire au massacre et aux horreurs de la guerre.

### ***La dissolution des ligues de guerre civile***

Le débat parlementaire qui s'est institué à la suite des douloureux événements de Clichy a établi les responsabilités et le caractère de préparation à la guerre civile du Parti Social Français et du Parti Populaire Français.

Le camarade Léon Blum au cours de son intervention, en déclarant que « le Parti Social Français n'est pas autre chose que la reconstitution sous un autre nom des associations croix de feu dissoutes », a montré la nécessité de la dissolution de ce soi-disant parti.

Le Bureau politique partage l'opinion exprimée par maintes organisations (syndicats, sections communistes et socialistes, etc.) qui réclament la dissolution des ligues factieuses et s'étonnent qu'aucune mesure efficace ne soit encore prise à ce sujet, alors qu'on interdit des comptes rendus de mandat de députés sous le prétexte que des ligues qui devraient être dissoutes, auraient manifesté l'intention de tenir, au même moment, une réunion dans la localité.

### ***Les revendications des classes laborieuses***

Le Bureau politique s'est réjoui des résultats heureux obtenus par de nombreux syndicats par le rajustement des salaires, rajustement indispensable en raison de la hausse du coût de la vie. Le problème locatif a aussi retenu l'attention du bureau

politique en rapport avec la menace de retour pur et simple au droit commun.

Si l'on tient compte des indices de la construction, on constate la gravité de la crise que traverse l'industrie du bâtiment, l'absence de capitaux s'engageant dans la construction, ce qui n'est pas complètement étranger à l'action pernicieuse exercée par la toute puissante Chambre syndicale de la grosse propriété bâtie que préside M. Truitié de Vareux.

Cela pose une grave question sociale. La défense de la famille et le soutien de l'enfance, la protection de la santé publique exigent un effort rationnel pour la construction de logements sains, bien aérés et à bon marché, et la destruction des immondes îlots insalubres. Cet effort ne peut être sérieusement entrepris sans le concours des collectivités publiques, en premier lieu de l'État.

Le Bureau politique adresse ses félicitations à tout le personnel de l'Humanité (rédacteurs, administrateurs, imprimeurs, etc.) qui, au lendemain de la nuit tragique de Clichy, sous la direction de Marcel Cachin et de Vaillant-Couturier, rédacteur en chef, ont accompli un gros effort.

Le Bureau politique est heureux de porter à la connaissance de tout le Parti que le tirage moyen de l'Humanité au cours de la semaine écoulée a atteint le chiffre de 575.000 numéros.

L'Humanité est au troisième rang des grands quotidiens du matin, et au premier rang des journaux de Front populaire.

En outre, les effectifs du Parti, en constante progression, atteignent à ce jour 302 976 membres.

En ce qui concerne les chômeurs, le rajustement de leur allocation s'impose également et il serait souhaitable, après le vote émis par le Conseil général de la Seine en faveur d'une augmentation de 2 francs par jour, avec participation de l'État, que le gouvernement prenne la décision attendue par les malheureux sans-travail.

Le Bureau politique estime qu'à la reprise des travaux parlementaires, il devrait être examiné par le parlement, toute affaire cessante, l'institution de la retraite aux vieux travailleurs et les revendications essentielles du petit commerce (billets de fonds, loyers, propriété commerciale, dettes civiles et commerciales, etc.). »

Le Parti Communiste Français se veut constructif et même la force la plus constructive ; il y a l'arrière-plan l'obsession de Maurice Thorez : il faut réfuter tout ce qui pourrait amener un isolement, même relatif, des communistes.

Jacques Duclos résume cette approche passive – participative en avril 1937, avec le document « Pour réaliser le programme. L'union du Front populaire doit être sauvegardée ».

« Les événements tragiques de Clichy dont les ligues factieuses reconstituées en Partis portent la lourde responsabilité, ont servi de prétexte à de nouvelles attaques de la réaction contre le Parti communiste et contre le Front populaire.

La tactique constante des ennemis du peuple vise naturellement à dissocier les hommes qui prêtèrent le serment du 14 juillet 1935 et à dresser, les uns contre les autres, les partis dont l'union est indispensable à la sauvegarde de la liberté et des conquêtes sociales de ces derniers mois.

La presse au service des factieux a, naturellement, essayé de présenter les provocations de La Rocque et de Doriot sous un jour bien particulier. On a beaucoup parlé dans cette presse de la séance de cinéma organisée à Clichy par le Parti social français, qui fût à l'origine des sanglantes fusillades du 16 mars dernier.

Mais on a omis de rappeler que, sous le couvert de semblables représentations cinématographiques, le Parti social français a procédé ailleurs à des rassemblements motorisés ayant un caractère régional. Bien entendu, ceux qui ont aussi tenté de dénaturer les faits, n'ont pas manqué d'accuser les communistes.

Il faut bien dire malheureusement, que la Radio d'État avait, dès le lendemain des événements de Clichy, donné une version des faits susceptible de servir cette mauvaise cause, puis qu'aussi bien elle indiquait que le Comité local du Parti communiste avait organisé la contre-manifestation, alors que c'est le Comité local du Front populaire, dont le président est le maire socialiste de Clichy, qui en avait pris l'initiative.

On ne peut que regretter une telle déformation des faits de la part de la Radio d'État, dont il faudrait bien d'ailleurs assurer la disposition aux divers partis, comme le prévoit le programme du Front populaire. Comme on le pense bien, la campagne forcenée de la presse réactionnaire, destinée à laver les factieux et à accuser les communistes, procédait d'un plan bien connu qui consiste à taper sur notre Parti pour mieux aboutir à la dislocation du Front populaire.

C'est là la méthode préconisée par l'Alliance démocratique de M. Pierre Etienne Flandin, qui, de ce point de vue, fait école. A l'occasion de cette campagne, la presse réactionnaire qui sert le fascisme et se fait l'instrument servile de l'hitlérisme, a essayé de se présenter comme défendant la liberté.

Les ennemis du peuple ont présenté notre Parti communiste comme hostile au principe de la liberté pour tous.

Ils ont essayé de mettre en relief de prétendues divergences sur cette question, entre nos amis radicaux et nous.

Ils ont essayé d'interpréter à leur manière le discours prononcé à Marommes par le président Daladier, qui avait dit avec raison : « La France veut la liberté pour tous les citoyens qui respectent la loi ».

C'est là exactement la position défendue par notre Parti, qui a fait la démonstration que le « Parti social français » et le « Parti populaire français » sont des groupements de guerre civile et de lutte contre le peuple.

Des preuves irréfutables ont été apportées par nous, et le président du Conseil, notre camarade Léon Blum, a déclaré que « le Parti social français n'est que la reconstitution des Croix de Feu ». Il suffit, d'ailleurs, de lire le décret de dissolution des Croix de Feu

pour voir comment les motifs de dissolution de ce groupement sont valables pour le parti de La Rocque et pour celui de Doriot.

Voici en effet la teneur de ce décret donnant la définition du groupement à dissoudre :

*« Association... qui, par son organisation, ses permanences, ses formations en sections placées sous les ordres de chefs, les moyens de concentration rapide dont elle dispose, la subordination complète des ligueurs à leurs supérieurs ainsi que les consignes secrètes qui leur sont adressées, revêt sans contestation possible le caractère de groupes de combat ou de milices privées que définit et condamne la loi du 10 janvier 1936. »*

Ce qui a été fait contre les Croix de Feu s'impose aujourd'hui contre le Parti social français et contre le Parti de Doriot (ce personnage devrait bien aussi être révoqué de sa fonction de maire de Saint Denis où il n'a donné que trop de motifs à des sanctions administratives aussi nécessaires qu'attendues).

Ces partis ne sont pas des partis comme les autres, et c'est pourquoi il faut en finir avec eux.

Au cours de la réunion du Vel' d'Hiv', le 18 mars, nous avons eu l'occasion de voir comment les travailleurs réagissaient contre les responsables du sang versé à Clichy en criant : « La Rocque, Doriot, en prison ! ».

Quant aux ouvriers de la région parisienne qui, le 18 mars également, firent cette grève d'une demi-journée qui fut surprenante de grandeur et de discipline, ils exprimèrent clairement leur volonté de voir dissoudre les ligues.

C'est également cette même volonté qui se dégagea de la puissante et inoubliable manifestation qui, le 21 mars, rassembla tout un peuple frémissant et douloureux derrière les cinq cercueils des victimes de Clichy...

Oui, il faut mettre les ligues hors d'état de nuire. Il faut les dissoudre, en application même du programme du Front populaire. C'est cela qu'attend le pays qui ne comprendrait pas que l'on puisse faire preuve d'une mansuétude inquiétante à l'égard des fauteurs de guerre civile dont l'activité est inspirée par Hitler.

On est en droit de penser que personne n'a intérêt dans le Front populaire à faciliter l'activité criminelle des factieux, et c'est pourquoi il eût peut-être été bon qu'une mise au point fût suite à la publication par le « Bulletin quotidien » (inspiré par le Comité des Forges) d'un article très curieux sur la séance de la Chambre, au cours de laquelle on discuta des événements de Clichy.

Voici comment, après avoir, bien entendu, félicité Doriot pour ses ragots anticommunistes, le « Bulletin quotidien » s'est exprimé : Le deuxième phénomène politique de la journée, c'est l'échec du scénario de réconciliation nationale pour lequel toute la séance avait été organisée.

Il est probable que l'inventeur et l'artisan principal de ce scénario n'était autre que l'honorable M. Frossard. Ce scénario n'était pas original. Il s'inspirait de la fameuse

séance de désarmement des ligues qui avait rapproché, un matin de la dernière législature, MM. Ybarnégaray et Léon Blum.

Il faisait appel, en partie, aux mêmes acteurs, en incorporant entre eux M. Bonnevey. Ce scénario a échoué. Maladresse des deux côtés ? Imprudences fortuites de langage exploitées par une majorité soucieuse de noyer les responsabilités du sang de Clichy dans une pluie d'incidents secondaires et d'alibis historiques ?

Trop grande force encore des irréductibles, de droite comme de gauche ? Et le propre des irréductibles est de créer les incidents de séance. Quoi qu'il en soit, c'est en vain qu'au terme d'un discours, en certaines parties fort beau, M. Ybarnégaray a fait l'importante déclaration suivante :

*« A deux reprises, j'ai pris ici, au nom de mon parti, des engagements solennels.*

*Ils ont été strictement tenus. Aujourd'hui, avec la même loyauté et la même franchise, je vais faire une nouvelle déclaration qui engagera mon honneur personnel et celui de mon parti ; j'affirme que le Parti social français a été régulièrement constitué, avec l'autorisation et l'agrément du ministre de l'Intérieur.*

*Je dis que l'organisation de ce parti n'a rien de commun avec celle des Croix de feu, que nous ne sommes ni un parti de guerre civile, ni un parti de subversion sociale.*

*Nous réprouvons la lutte des classes, nous croyons qu'il n'y a de salut que dans l'oubli des haines. J'affirme que nous réprouvons la dictature et que nous adhérons sans réserve au régime républicain. »*

L'atmosphère dans laquelle cette déclaration fut faite n'était pas celle que l'on pouvait espérer.

Aussi c'est inutilement que M. Bonnevey s'acquitta, avec une habileté consommée, de la seconde partie de l'opération.

Après avoir lu le texte de l'invitation à la contre-manifestation de Clichy, publiée dans le Populaire, il évoqua l'appel publié dans l'Écho de Paris le 6 février 1934. Il évoqua la nécessité de perfectionner la législation, notamment en matière de vente d'armes, mais surtout de désarmer les haines.

*« La paix, conclut-il, ne se conquiert que par la justice. La paix civile ne peut naître que du respect des lois et des droits de chacun, dans la sauvegarde de la liberté. Les citoyens français ont le droit d'exiger autre chose que la liberté du silence.*

*On ne fonde rien sur l'intolérance, ni sur la violence. C'est pour défendre la liberté que, souvent divisés, les républicains se sont toujours retrouvés et réunis. »*

Certes, ces paroles trouvèrent à gauche un écho profond. Mais l'atmosphère n'était pas telle que M. Léon Blum, qui prit ensuite la parole, pût tenter une opération de grande envergure. Aussi dut-il se cantonner dans un jeu d'équilibre difficile... etc.

Qu'y a-t-il de vrai dans tout cela ? Nous n'en savons rien, mais en tout cas, si cette

opération avait réussi, elle n'aurait pu aboutir qu'à légitimer l'existence des ligues reconstituées en partis, ce dont le pays soucieux d'ordre et non de « combines » subalternes, ne veut pas.

Pour notre part, nous en tenant à la déclaration de Léon Blum, nous demandons que l'on dissolve le Parti Social Français qui n'est que la reconstitution des Croix de feu.

Notre Parti entend ainsi affirmer sa fidélité à la parole donnée quand il s'agit de défendre la liberté et d'assurer l'union du Front populaire.

Pour ce qui est de la défense du pain des travailleurs, c'est aussi la fidélité à la parole donnée, c'est la réalisation du programme du Front populaire qui constitue l'élément d'union indispensable des forces de gauche.

La retraite pour les vieux travailleurs, le fonds national de chômage, le vote des lois attendues par les commerçants et par les paysans, voilà ce dont le Front populaire doit se préoccuper, d'autant plus que le plan des ennemis du peuple est non seulement d'empêcher que tout cela soit réalisé, mais aussi de porter atteinte aux réformes sociales obtenues (40 heures, congés payés, contrats collectifs, abrogation des décrets-lois frappant les anciens combattants et les fonctionnaires, etc.) Tout cela peut être fait, à la condition d'appliquer le programme du 3 mai en réalisant une véritable réforme fiscale qui fera payer les riches.

Notre parti a pour sa part élaboré un projet soumis à l'examen du Comité d'entente du Parti communiste et du Parti socialiste.

Souhaitons que notre proposition soit prise en considération, afin de faire droit aux légitimes revendications des masses travailleuses. En tout cas, nous avons le sentiment que nos propositions correspondent tellement aux désirs des masses qu'elles finiront par s'imposer.

Déjà des amis radicaux se sont prononcés favorablement sur cette question. A plus forte raison, pensons-nous, pouvons-nous compter sur l'adhésion de nos frères socialistes.

Cela serait d'autant plus important que, soucieux de réaliser au plus vite le parti unique de la classe ouvrière, nous avons proposé la convocation d'une conférence préparatoire au Congrès d'unité.

Ainsi notre Parti entend servir à la fois la cause de l'union du Front populaire et la cause de l'unité de la classe ouvrière dont nous sommes sûrs qu'elle serait un facteur de succès d'une force incomparable dans la lutte à poursuivre pour le pain, la liberté et la paix.

Ce dernier point est essentiel : la fusion avec le Parti socialiste SFIO est le grand mythe mobilisateur du Parti Communiste Français tout au long de l'année 1937. Cette fusion est présentée comme un fait qui se réalisera à court terme, obligatoirement.

Il n'y aura, évidemment, rien de cela, la direction socialiste faisant en sorte de systématiquement empêcher sa base de se rapprocher des communistes.

## **L'unité organique avec les socialistes voulue par le PCF en 1937**

Tout comme il y a la réunification de la CGT, socialistes et communistes sont censés fusionner, du moins c'est le discours qui a été accepté de part et d'autre, formellement du moins. Car si les masses insistaient sur cette unification ou réunification, pour la direction socialiste il en était hors de question et tout était fait pour gagner du temps.

Le Parti Communiste Français s'est vu ici trop beau trop fort, s'aveuglant lui-même avec son identification avec le Front populaire, et le Parti socialiste-SFIO a pu le mettre en échec, sans réellement trop d'efforts.

Voici comment les communistes formulent leurs illusions, fin juillet 1937, dans le document « Le Parti unique se fera ».

« La délégation du Parti communiste au Comité d'Entente est heureuse de constater le rapprochement des points de vue exprimés par le Parti socialiste et le Parti communiste en ce qui concerne la réalisation du Parti unique de la classe ouvrière.

En proclamant, au congrès de Marseille que le Parti unique devrait avoir pour base « la démocratie à tous les degrés de l'organisation, la souveraineté des congrès nationaux et internationaux, l'indépendance du Parti vis-à-vis de tout gouvernement », le Parti socialiste a émis une opinion identique à celle qui se dégage du projet de conciliation et de synthèse soumis par le Parti communiste à la commission d'unification.

Il n'y a donc aucune divergence de nature à empêcher la réalisation de l'unité politique.

C'est pourquoi selon les décisions prises par notre Comité central lors de sa Session des 22 et 23 juillet 1937, nous soumettons au Comité d'Entente les propositions concrètes suivantes :

1) A dater de ce jour, la C.A.P. du Parti socialiste et le Comité central du Parti communiste se réuniront régulièrement deux fois par mois et en commun, afin de procéder à l'examen de la situation, de prendre toutes les décisions que commande cette situation et d'en assurer l'application.

Les bureaux des fédérations socialistes et des régions communistes agiront de la même façon. Les sections socialistes et communistes se réuniront également en commun.

2) Les élus de nos deux partis agiront de concert. Pour cela, les deux groupes parlementaires à la Chambre et au Sénat, les élus cantonaux et municipaux d'un même département et d'une même localité tiendront des réunions communes, afin d'examiner ensemble les questions soumises aux assemblées dont ils dépendent et de déterminer une attitude commune.

3) La propagande sera désormais organisée en commun à travers tout le pays en rassemblant les hommes et les moyens de propagande dont disposent nos deux partis.

4) Un accord interviendra, qui établira la collaboration des camarades socialistes a « l'Humanité » et à la presse de province actuellement sous le contrôle du Parti

communiste et la collaboration des camarades communistes au « Populaire » sous le contrôle du Parti socialiste.

Dans des conditions identiques sera instituée la collaboration réciproque aux organes théoriques des deux partis.

5) Jusqu'à la fusion totale des deux partis, les adhérents continueront à payer leurs cotisations à leur parti respectif.

Toutefois, il pourra être créé à chaque échelon, de la base au sommet, des commissions de contrôle communes, de manière à faciliter la préparation du congrès de fusion.

6) La mise en pratique de ces propositions entraîne les deux partis à examiner et à résoudre ensemble les questions soulevées par les élections cantonales d'octobre et aussi par chaque élection partielle (programme, campagne à mener, candidats à présenter, etc.).

En formulant ces propositions, la délégation communiste est convaincue de bien servir la cause de l'unité ouvrière et de répondre au désir profond des travailleurs socialistes et communistes qui veulent le Parti unique, arme au service du Front populaire et de l'émancipation humaine. »

Voici la réponse socialiste, qui arriva un mois plus tard, fin août 1937. Elle est simple : impossible de se réunir à tous les niveaux, malgré le choix de l'unité, car celle-ci doit passer par tout en haut d'abord...

« Au comité central du parti communiste, 120, rue Lafayette, Paris (10e).

Chers camarades,

Je vous informe qu'il ne nous est pas possible, de donner suite aux propositions que vous nous avez faites relativement aux méthodes d'unification de nos deux partis, car ces propositions sont en contradiction absolue avec les décisions de notre congrès de Marseille qui stipulent très clairement, et sans équivoque possible, que seuls nos organismes centraux doivent travailler à la recherche de l'unité.

Nous pensons, en effet, que la meilleure méthode est celle même qui a été suivie en 1905 pour aboutir à l'unification des forces socialistes en France.

Nous proposons donc que la commission d'unification, composée des représentants de votre parti et des représentants dit nôtre soit chargée d'élaborer successivement deux projets

a) Un projet de charte du futur parti unifié

b) Un projet de statut pour ce parti assurant la démocratie à tous les degrés de l'organisation et la souveraineté des congrès nationaux et internationaux.

Lorsque nos organismes, centraux auront approuvé ces' projets, ils seront soumis, l'un puis l'autre, aux délibérations de chaque parti séparément.

En ce qui nous concerne nous appellerons alors nos sections, nos fédérations et un congrès national extraordinaire à se prononcer sur ces projets et à décider de la suite à leur donner.

Telle est la méthode à laquelle nous sommes fermement attachés, car elle a donné des résultats féconds dans le passé et, forts de cette expérience, nous I pensons que c'est la seule qui puisse encore, aujourd'hui, offrir le maximum de garanties à nos deux partis et leur permettre d'aboutir à des résultats pratiques.

Veillez agréer, chers camarades, nos bien cordiales salutations socialistes.

Pour la commission administrative, permanente, le secrétaire général

signé, Paul Faure. »

Les communistes répondent immédiatement, prenant au pied de la lettre la position socialiste, qui ne visait bien entendu qu'à gagner du temps.

« Paris, le 2 septembre 1937

A la C.A.P. du Parti Socialiste

Chers camarades,

Le Bureau politique du Comité central de notre Parti communiste a pris connaissance de la réponse que vous avez faite en date du 27 août à notre proposition relative à l'unité dont le Comité d'Entente de nos deux partis fut saisi le 29 juillet dernier.

Nous regrettons beaucoup que notre proposition n'ait pas été acceptée par vous et nous persistons à penser qu'en organisant sans plus tarder des réunions communes des organisations de nos deux partis, du sommet à la base, en mettant en commun nos moyens de propagande et en établissant une collaboration réciproque à la presse socialiste et communiste, on rendrait un immense service à la cause de l'unité.

Ces propositions correspondent trop aux nécessités du moment pour que nous ne les maintenions pas et nous pensons que les travaux de la Commission d'unification seraient grandement facilités si elles étaient adoptées..

Mais puisque vous déclarez vouloir vous en tenir, pour l'instant tout au moins, aux travaux de la Commission d'unification, nous, pensons qu'elle devra se réunir très prochainement.

En ce qui nous concerne, nous entendons ne négliger aucun effort pour aboutir rapidement à l'élaboration du projet de charte du futur Parti unique.

Nous pouvons d'autant plus facilement aboutir que nos deux partis sont d'accord puisqu'aussi bien notre proposition souligne que la résolution du Congrès socialiste de Marseille correspond exactement, en ce qui concerne l'unité, à l'opinion du Parti communiste.

Nous sommes, comme vous, partisans d'élaborer pour le Parti unique un projet de statut assurant en fait et non seulement en paroles, la démocratie à tous les degrés de l'organisation et la souveraineté des Congrès nationaux et internationaux.

C'est pourquoi, considérant que nos deux Partis étant d'accord, peuvent très vite faire de l'unité une réalité vivante, nous proposons que la Commission d'unification se réunisse le mardi 7 septembre.

Nous avons confiance dans la réalisation de l'unité qui est indispensable pour que nous puissions résister aux assauts des ennemis du peuple, pour que nous puissions défendre le pain, la liberté et la paix, et pour que nous puissions tous ensemble appliquer intégralement le programme du Front populaire.

Dans l'espoir d'une réponse favorable à notre proposition.

Recevez, chers camarades, nos fraternelles salutations.

Pour le Secrétariat du Parti Communiste Français

Jacques Duclos »

Il n'y aura naturellement aucune suite à cela. Et la base socialiste ne pressa pas les choses non plus, à part en région parisienne, où il eut notamment en septembre 1937 un appel commun des organisations du Parti socialiste et du Parti Communiste Français à la défense de l'Espagne républicaine et à la mise en place de comités pour la réunification.

On parle là d'une dynamique très particulière, propre à la région parisienne où les ouvriers étaient bien plus à gauche que le reste du pays et surtout dans un activisme réel pratiquement au quotidien.

Le Parti Communiste Français se félicita donc d'une telle avancée, et de quelques autres initiatives locales du même type, mais il ne sut pas agir correctement avec la base socialiste qui, bientôt, va finir par lui tourner le dos sous l'effet de la propagande acharnée de la direction, Léon Blum en tête.

**« Grand capitalisme + classes moyenne = fascisme ; classe ouvrière + classes moyennes = front populaire »**

Plus de 100 000 personnes manifestent à Vincennes à l'appel de la CGT, fin avril 1937, « pour les grands travaux, contre la vie chère et l'augmentation des transports, pour la réglementation du travail à domicile ».

Et c'est un million de personnes qui défilent à Paris le premier mai. On comprend qu'aux yeux de la base du Parti Communiste Français, aux yeux des 340 000 membres, une telle masse cache largement tous les problèmes alors.

L'impact est là, le degré d'exigence est là ; de par sa tradition syndicaliste, le mouvement ouvrier français n'a pas les clefs pour chercher autre chose.

Voici le document communiste pour le premier mai, écrit par Gaston Monmousseau. Il résume parfaitement la vision du monde du Parti Communiste Français, en tant que démonstration aboutissant à la thèse : « grand capitalisme + classes moyenne = fascisme ; classe ouvrière + classes moyennes = front populaire ».

« Voilà un an, au 1<sup>er</sup> Mai 1936, nous nous trouvions en pleine poussée des forces populaires, entre les deux tours de scrutin, quelques jours avant la proclamation de la victoire électorale qui allait donner 72 élus communistes au Parlement et permettre par l'autorité et le rayonnement de notre Parti d'entreprendre sans délai la réalisation du programme du Front populaire.

Voilà un an, l'unité syndicale était certes réalisée, mais le mouvement syndical se trouvait encore dans sa période de regroupement ; les effectifs, déjà en pleine croissance, n'atteignaient guère plus de un million de membres.

Mais le résultat des élections législatives, le renversement de la majorité Laval furent tels que sans attendre la constitution du nouveau ministère, les masses se mirent en mouvement et, en rangs compacts, engagèrent la lutte pour la révision des salaires et pour les conventions collectives.

Le 12 juin, le nouveau gouvernement s'installait et il s'installait dans une ambiance générale telle que la réaction elle-même se trouvait désemparée et devait céder du terrain.

Chacun se souvient, mais il n'est pas mauvais de le rappeler, des grandioses mouvements de juin qui, prenant naissance fin mai sous la forme de la grève sur place, s'étendirent à toutes les industries et à toutes les régions.

Prudemment, la grande bourgeoisie baissait la voix ; elle faisait même son mea culpa sous l'emprise de la peur, en avouant qu'elle avait vraiment trop abusé de sa force à l'égard de la classe ouvrière alors qu'elle était au pouvoir, qu'on avait été trop loin dans la réduction des salaires, qu'on avait piétiné les sentiments de justice et le droit syndical au cours des années écoulées.

Certains patrons, invités à faire appel à la force publique pour l'évacuation de leurs entreprises, dédaignaient cette provocation en disant que ma foi les travailleurs se conduisaient très sagement à l'intérieur des usines, respectant l'outillage et même lui apportant tous leurs soins.

Comme nous étions loin des anathèmes, des appels à l'emploi de la force, des calomnies à l'égard du mouvement syndical et de ses militants, que nous avons connus précédemment et que nous recommençons à entendre depuis quelque temps.

En l'espace de quelques heures, des conventions collectives furent élaborées et signées par les organisations patronales et syndicales ; en moins d'une soirée, la puissante Confédération de la Production Française engageait sa signature dans le bureau de la présidence du Conseil à côté de celle de la Confédération Générale du Travail.

La classe ouvrière française, soutenue par toutes les forces du Front populaire, réalisait plus en quelques heures qu'au cours de toute l'histoire de la III<sup>e</sup> République.

Le salaire se trouvait garanti, les syndicats officiellement reconnus, les libertés syndicales affranchies des lourdes restrictions que jusque- là les oligarchies leur imposaient.

Finie la douloureuse et révoltante époque où le salarié, créateur des richesses nationales, devait cacher son Humanité aux yeux du patron et de ses agents, où il devait la lire en cachette !

Finie cette époque humiliante où le salarié devait cacher avec soin ses liaisons syndicales et politiques pour pouvoir trouver du travail et conserver sa place à l'étau, à la forge, au train, au comptoir de magasin, au bureau, au chantier, au métier à tisser, etc. Le joug du patronat avait été plus lourd encore, puisqu'en de nombreux cas il fallait faire acte d'adhésion aux Croix-de-Feu pour demeurer à son poste.

Dès l'avènement du Front populaire, les travailleurs ont senti la force immense qui s'était dégagée de la consultation électorale ; ils ont senti qu'une nouvelle période de la lutte des classes venait de s'ouvrir devant eux ; ils se sont senti des hommes nouveaux.

Incontestablement, le 1<sup>er</sup> Mai 1936 a ouvert en France la voie à un renversement de l'ancien rapport des forces entre la classe ouvrière et le grand capital ; il est à l'origine des conquêtes réelles réalisées par la classe ouvrière contre les oligarchies. Il restera une date ineffaçable dans notre histoire.

Nous voici au 1<sup>er</sup> mai 1937, avec une année entière d'expérience du Front populaire derrière nous ; avec une C.G.T. Forte de près de cinq millions de membres, qui au cours de ces douze mois ont acquis une conscience de classe dont nous pouvons mesurer la portée par le fait que, contrairement aux espoirs du grand capital, les effectifs syndicaux, loin de régresser, se consolident et se renforcent.

L'autre fait non moins important réside dans la croissance du parti communiste, dont les effectifs atteignent aujourd'hui 311.000 membres. Enfin, le courant d'unité politique s'amplifie dans les masses, qui comprennent à merveille que cette unité orientée contre le grand capitalisme constitue une garantie essentielle pour le renforcement du Front populaire et du mouvement syndical en face des attaques de la réaction.

Nous n'approuvons pas ceux-là qui, affectant de croire que le vote des lois sociales termine et garantit à lui seul l'œuvre du Front populaire, proposent de souffler et de profiter de la « pause » pour édifier un programme nouveau.

Le programme du Front populaire, tel qu'il fut rédigé et présenté à la ratification des masses, ne permet pas une telle interprétation qui est contraire au fait social, à l'existence des oligarchies, à leurs offensives directes et indirectes contre les réalisations obtenues et celles qui ne sont pas encore acquises dans la réalité et qui intéressent des couches sociales extrêmement importantes.

D'où vient, en effet, qu'à peine un an après la signature des conventions collectives du travail, les syndicats portent à leur ordre du jour le réajustement des salaires, et que déjà des réajustement s'opèrent sous la pression des masses et parfois même par la grève ?

En réalité, le grand capital, un moment désespéré par l'impétuosité du mouvement

ouvrier – en mai et juin derniers – s’est ressaisi. Patiemment, souterrainement, il s’est attaché à préparer le terrain pour sa contre-offensive pour reprendre peu à peu les positions perdues.

C’est un fait que la hausse des prix affecte gravement l’ensemble de la population laborieuse en même temps qu’elle procure aux spéculateurs et gros industriels de nouveaux bénéfices.

Les masses paysannes ont certes bénéficié de l’Office du blé, mais les produits industriels dont ils sont acheteurs pour satisfaire aux besoins de leurs exploitations, et les denrées de première nécessité dont ils ont besoin pour vivre, ont considérablement augmenté, et les charges qui pèsent sur la petite et moyenne culture sont demeurées les mêmes.

Les petits artisans et commerçants ne sont pas satisfaits. Sans doute, le nombre des faillites a diminué, les affaires vont mieux ; mais ils doivent vendre au prix imposé par les fabricants et les grossistes ; leurs bénéfices n’ont pas augmenté et leurs charges n’ont pas été notablement allégées.

L’idée transmise par les fomenteurs de vie chère, que le Front populaire a uniquement profité à la classe ouvrière, que les classes moyennes n’ont rien à attendre de lui, trouve dans la réalité économique un terrain favorable.

Ce n’est évidemment qu’une calomnie.

Dans l’ordre économique les difficultés dont souffrent les classes moyennes ont eu leur cause essentielle dans la diminution du pouvoir d’achat de larges masses ouvrières ; c’est la politique du grand capitalisme, de ses gouvernements Pierre Laval et Doumergue, qui est à l’origine de ces difficultés ; c’est eux qui, en frappant les salaires ouvriers, ont tari les revenus du petit commerce et de la masse des paysans, sans oublier la concurrence sans merci que les grands propriétaires fonciers, les grandes exploitations industrielles, les grands magasins et magasins à succursales multiples mènent contre les petits exploitants.

Il était clair que le Front populaire, appuyé par les masses, devait prendre dès le début le contre-pied de la politique lavalienne, et pour ouvrir une nouvelle voie à la reprise des affaires relever le pouvoir d’achat des masses, lutter contre le chômage, garantir la paysannerie contre les spéculateurs.

Les inquiétudes, et parfois un certain mécontentement qui règnent chez les classes moyennes, ont comme cause principale, non pas les lois sociales votées depuis un an, mais le fait que la réaction a su, au moins partiellement, freiner l’oeuvre en cours, jeter des obstacles sur la route du Front populaire en limitant de façon notable les réalisations destinées à favoriser les classes moyennes.

La responsabilité première fondamentale de cet état de choses incombe aux oligarchies et non au Front populaire, mais il faut bien convenir que le gouvernement du Front populaire a été porté au pouvoir pour se dresser contre les prétentions réactionnaires des oligarchies et pour passer outre.

Or, s'il était absolument juste de commencer l'œuvre économique du Front populaire en restaurant le pouvoir d'achat des grandes masses salariées, il était nécessaire de prendre simultanément toutes mesures utiles afin de maintenir une marge favorable au pouvoir d'achat de ces masses, par rapport au coût de la vie, et de limiter la marge des profits du grand capital. Ainsi le jeu des lois sociales aurait eu un plein effet sur le cours de la vie économique.

Les conséquences budgétaires de l'application des premières lois sociales étaient prévues quand le programme du Front populaire fut élaboré, et aussi leur correction, puisque la réforme fiscale s'y trouve mentionnée.

En réalisant celle-ci, sans se laisser intimider par les criaileries réactionnaires, les charges qui grèvent les classes moyennes se trouvaient réduites, le Front populaire se renforçait et se préparait de nouvelles et solides positions pour continuer son œuvre.

Cela, le Parti communiste n'a cessé de le préconiser ; on pouvait et on devait le faire et, parce qu'on ne l'a pas voulu, la réaction, voyant le chemin libre, a provoqué la hausse des prix ; ce faisant, elle a menacé le pouvoir d'achat des salariés et jeté le trouble au sein des classes moyennes, accusant le Front populaire de ses propres crimes.

Répondant à des observations de même nature que celles-ci, des militants socialistes, chargés de responsabilités gouvernementales, ont argué, à maintes reprises, que le gouvernement n'était pas désigné pour réaliser le Programme socialiste.

Mais, précisément, il s'agit du programme du Rassemblement populaire, d'un programme qui reprend les idées essentielles du vieux programme radical-socialiste.

Nous, communistes, qui n'oublions nullement notre programme, ne demandant présentement rien qui ne puisse se réaliser dans le cadre du régime actuel, nous l'avons répété cent fois.

La lutte contre la spéculation, la réforme fiscale, les mesures à prendre contre la hausse exagérée et anormale des prix constituent des mesures fort modestes par rapport à ce que nous voudrions, nous, communistes ; elles ont été acceptées par tous, la majorité du pays y a souscrit et, parmi ceux qui ont voté contre le Front populaire, des centaines de milliers de personnes eussent applaudi à leur application, car elles répondent à leurs désirs.

Les mouvements de juin 1936 étaient soutenus par la majorité de la nation, parce que leurs objectifs étaient reconnus légitimes ; parce que les classes moyennes voyaient dans les lois sociales les premières fondations de l'œuvre commune d'une politique de justice sociale.

Le Front populaire est bien une formation nouvelle dont le destin est loin de consister à revenir, après une période d'expériences heureuses, dans les vieux chemins de la politique traditionnelle des anciens cartels.

Une telle conception du Front populaire correspondrait, non pas à la réalité, non pas au désir des masses, mais elle irait au devant de la pensée secrète du grand capitalisme qui, dans le passé, sut utiliser avec brio les partis de gauche pour apaiser, durant un moment,

les mécontentements populaires, tout en tenant le gouvernement en laisse dans la ligne générale de la défense de ses intérêts.

Reprendre le programme du Parti radical socialiste n'a jamais voulu dire qu'il s'agissait de reprendre la politique des vieux partis de gauche ou des cartels, mais de l'appliquer grâce au concours de toutes les forces populaires et au seul profit de la majorité du pays.

Ces jours-ci, des grèves ont eu lieu et ont abouti à un réajustement des salaires d'une moyenne de 12 %, alors que les travailleurs la voulaient de 15.

On ne saurait trouver exagéré ce dernier chiffre, étant donné le coefficient du coût de la vie par rapport à celui de juin dernier. Une réunion monstre des vieux travailleurs, convoquée par notre Parti, au Vélodrome d'Hiver, avait réuni 25.000 de ces derniers : il s'agissait de faire aboutir leur retraite.

Une grande démonstration fut organisée le 24 avril, à Vincennes, par l'Union des Syndicats de la région parisienne, contre la vie chère, pour la mise en application des grands travaux, la retraite aux vieux travailleurs, l'échelle mobile des salaires, etc. Léon Jouhaux y représentait la C.G.T.

Voilà qui donne au 1<sup>er</sup> Mai 1937 sa physionomie.

Si, placé en face de mouvements grévistes, le patronat doit accorder des augmentations de salaires, on ne saurait insinuer sans être de mauvaise foi que les travailleurs abusent de leurs forces pour tirer à eux la couverture.

Et si comme c'est le cas cité plus haut, la majorité des travailleurs acceptent un compromis portant à 12 % au lieu de 15 leur augmentation de salaire, on ne saurait mettre en doute leur pondération et leur esprit de discipline. Nous ne pouvons, quant à nous, que les approuver et pour leur fermeté, et pour leur pondération et pour leur discipline.

Certains d'entre eux expriment leur mécontentement à l'égard d'un tel compromis ; il n'est pas question, en la circonstance présente, de considérer comme contraire à la justice la prétention des travailleurs ; loin de là.

Mais nous devons considérer les changements qui depuis juin se sont produits dans l'esprit de toutes les couches sociales composant le Front populaire et dans les positions occupées par le grand capitalisme.

Nous devons surtout ne pas laisser jeter l'oubli sur la situation économique et politique de la classe ouvrière avant l'avènement du Front populaire, avant que ne soit réalisée l'unité syndicale.

Nous devons rappeler avec force et sans nous lasser qu'avant l'époque de l'unité syndicale et du Front populaire, il ne s'agissait pas de compromis pour la classe ouvrière, mais d'un asservissement aux volontés des oligarchies, mais de grèves brisées, mais de lock-out victorieux, mais de salaires diminués.

La force arrogante des oligarchies venait de ce qu'elles possédaient le pouvoir, de ce

que les classes moyennes, séparées du prolétariat, offraient des avantages essentiels à l'agression réactionnaire.

Et toutes les tentatives actuelles de la réaction sont orientées vers le retour à une telle situation, vers la rupture du Front populaire, vers une rupture entre la classe ouvrière et les classes moyennes et, disons-le, vers la liquidation de l'unité syndicale.

Nous devons rappeler avec fierté qu'en juin 1936, alors que s'affirmait avec une telle puissance la volonté de lutte du prolétariat, alors que certains hommes en proie à une griserie plus ou moins suspecte tendaient à pousser les travailleurs hors des limites de la victoire par leurs exagérations gauchistes, nous devons rappeler les sages et décisifs appels de Maurice Thorez et de Benoît Frachon à plus de modération : Non, tout n'est pas possible ; il faut savoir terminer une grève.

S'agissait-il de tracer, une fois pour toutes, les limites de l'action revendicative de la classe ouvrière ?

Évidemment non ! Il s'agissait de tracer dans un moment donné des limites dictées par l'intérêt du Front populaire, par la nécessité de lier des revendications des classes moyennes et du prolétariat, par la nécessité de conserver un contact précieux entre la classe ouvrière et les classes moyennes.

Le problème, aujourd'hui, demeure entier ; au 1<sup>er</sup> mai 1937, il se trouve posé d'une manière plus aiguë qu'il ne l'était voilà un an, en raison de certaines faiblesses dont on a fait preuve pour lutter contre les oligarchies, pour poursuivre la réalisation du programme commun en faveur de couches importantes de la population.

En 1937 comme en 1936 le problème continue de se poser ainsi : grand capitalisme + classes moyenne = fascisme ; classe ouvrière + classes moyennes = front populaire. »

## **Le PCF et la chute du gouvernement de Léon Blum**

La lecture des choses est également faussée, pour le Parti Communiste Français, par l'apparente stabilité gouvernementale. Ainsi, le 8 mai 1937 a lieu un vote de confiance, et le résultat est sans appel avec 389 voix contre 199 en défaveur du gouvernement.

Léon Blum apparaît comme légitime, les radicaux représentent pour les communistes le pivot de la République. Ils ont donc toute confiance en la situation.

La vigueur de la traditionnelle manifestation au mur des Fédérés, avec des centaines de milliers de manifestants le 30 mai 1937, apparaît comme une confirmation de cela, surtout que communistes et socialistes tiennent un meeting commun.

Les aléas parlementaires bouleversent cependant la donne. Lors de la séance de nuit parlementaire du 16 juin 1937, le gouvernement obtient les pleins pouvoirs en matière financière, par 346 voix contre 247.

Mais le Sénat s'y oppose, par 168 voix contre 96 ; les radicaux commencent à basculer à droite. En fait, le pays décroche, à tous les niveaux.

Socialement, économiquement, politiquement, tout l'élan du Front populaire s'assèche et le pivot de la République qu'étaient censés être les radicaux se révèlent le centre de gravité du régime lui-même.

Le Parti Communiste Français est pris par surprise ; toute sa stratégie voit son socle remis en cause. Il va alors se précipiter dans l'ultra-légitimisme et se positionner de telle manière à reprendre le positionnement des radicaux eux-mêmes.

On est là dans une espèce de construction artificielle, pour faire vivre le Front populaire coûte que coûte, quitte à simuler des forces sur le plan idéologique.

Voici la ligne initiale du Parti Communiste Français, développée dans une vaste campagne de tracts et d'affiches.

« Pour le salut du pays

La réaction ne désarme pas. Ne pouvant abuser les masses laborieuses et capter leur confiance elle multiplie les manœuvres et les intrigues contre le Front populaire du Pain, de la Liberté et de la Paix.

Elle organise l'attaque contre le cours des rentes pour dépouiller l'épargne française. Elle complote contre le franc.

Elle viole les lois sociales et sabote le redressement économique du pays. Elle s'oppose à ce que soient réalisées les réformes attendues par les commerçants et par les paysans de France.

Le plan des forces de régression sociale et de réaction est de détruire les conquêtes sociales et humaines du Front populaire.

Battue aux élections, de 1936 par le suffrage universel dont le verdict républicain est confirmé à chaque élection partielle, la réaction veut s'opposer à la volonté légale du pays et pour parvenir à ses fins, elle vise en premier lieu à briser l'union des forces de progrès, de liberté et de paix.

Le Parti communiste attaché de toutes ses forces au Front populaire dont il s'honore d'avoir été l'initiateur se dresse contre les prétentions des oligarchies financières.

Ces forces occultes et malfaisantes voudraient imposer au pays de nouveaux sacrifices alors que les gros possédants ne veulent pas remplir leur devoir envers la Nation.

Or ce, n'est pas par l'augmentation des tarifs de transport, des tarifs postaux, du prix du tabac et des allumettes, pas plus que par l'adoption de certaines autres taxes génératrices de vie chère que peut être réalisé l'assainissement des finances publiques.

Ces mesures ne peuvent qu'imposer aux masses populaires des charges nouvelles sans apporter une solution durable au problème des ressources de l'Etat et de l'équilibre budgétaire.

Pour sauvegarder les intérêts des masses populaires et pour assainir la situation financière de la France il n'y a pas d'autre voie que celle qui a été indiquée par la Nation Souveraine

### *le programme du Front populaire*

Ce que la France veut, c'est :

que, soit rassurée la défense du franc contre la spéculation nationale et internationale

que l'équilibre budgétaire soit atteint par une réforme démocratique du système des impôts

que les lois sociales ne puissent pas être considérées comme provisoires par un grand patronat qu'anime une volonté de réaction sociale et politique

que des réformes sociales particulièrement importantes pour la population laborieuse soient enfin réalisées.

Des lois concernant les dettes, les baux, la propriété commerciale le crédit sont attendues par les commerçants.

Des lois concernant les dettes, la propriété culturale, les calamités agricoles, le fermage, le métayage, des mesures d'extension des allocations familiales sont également attendues par les paysans.

L'ouverture de grands travaux destinés à donner du travail aux ouvriers, à ranimer l'économie nationale et à améliorer la condition humaine aussi bien dans les villages que dans les villes est attendue.

Le Parti communiste défenseur du peuple est animé de la noble ambition de faire triompher avec l'ensemble du Front populaire

### *les revendications de la France laborieuse*

Il veut aussi que l'immense espérance qui remplit le cœur des vieux de France ne soit pas déçue.

Le 12 juin dernier, par milliers et par milliers, de vieux travailleurs ont adressé aux représentants de la Nation une émouvante supplique. La voix de ces vieux doit pas être entendue.

La retraite qu'ils attendent doit être instituée.

Tout cela est possible à la condition de frapper les grosses fortunes comme le prévoit le programme du Rassemblement populaire et comme l'ont revendiqué plusieurs générations de républicains français.

DE L'ORDRE dans les finances, par la réforme démocratique des impôts ;

DE L'ORDRE dans les usines, par la marche normale de la production, par le respect des lois et par la réglementation du débauchage et de l'embauchage ;

DE L'ORDRE dans la rue par la mise hors d'état de nuire des ligues fascistes de guerre civile ;

DE L'ORDRE et de la tranquillité dans le pays tout entier, par des mesures extrêmement sévères contre les organisations de malfaiteurs qui multiplient les assassinats ;

DE L'ORDRE dans les esprits par l'exemple de la fidélité aux engagements pris.

Voilà comment le Front populaire peut et doit consolider les bases de son union et de sa résistance à toutes les entreprises de la réaction.

Cela est d'autant plus nécessaire, que l'attaque du fascisme international contre l'Espagne vise aussi notre pays. Elle met en danger la paix du monde dont la sauvegarde ne peut être assurée que par l'application du programme du Front populaire, par la sécurité collective que garantit le pacte franco-soviétique, et par le respect du droit international auquel est contraire le blocus de l'Espagne républicaine.

Le Parti communiste entend demander à tous les partis et organisations du Front populaire d'examiner et de résoudre en commun l'ensemble de ces questions. Tous ensemble, nous pouvons et nous devons trouver la force de briser l'assaut des forces d'argent et d'imposer le respect de la volonté populaire.

Pour mener à bien cette tâche et pour briser l'assaut furieux de la réaction, LE PARTI COMMUNISTE EST PRÊT A PRENDRE TOUTES SES RESPONSABILITÉS DANS UN GOUVERNEMENT RENFORCÉ ET CONSTITUÉ A L'IMAGE DU FRONT POPULAIRE, POUR LE SALUT DE LA FRANCE, DE LA DÉMOCRATIE ET DE LA PAIX.

LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS »

Le chef du nouveau gouvernement est le radical Camille Chautemps ; lui obtient du Sénat les pleins pouvoirs jusqu'au 30 août 1937, par 167 voix contre 82, après avoir eu le soutien du parlement, par avec 393 députés contre 142.

Il procède à une nouvelle dévaluation (de 26%), les impôts sur le revenu augmentent, ainsi que les prix du tabac, des PTT et des chemins de fer.

Naturellement, la mobilisation est immédiatement importante ; dès le 24 juin, 150 000 personnes manifestent à l'appel du comité de la région parisienne du Front populaire. Cependant, les cortèges parisiens du 14 juillet 1937, où défilent plusieurs centaines de milliers de personnes (100 000 à Lyon, 100 000 à Marseille), débouchent sur une scène place de la Nation à Paris où les participants au Front populaire tiennent des discours d'unité.

Officiellement, le Front populaire existe encore et on a le paradoxe de mobilisations de luttes qui sont lancées sans être lancées, offensives sans être offensives, où le grand perdant est le Parti

Communiste Français, dans la mesure où il n'apparaît ni réellement combatif, ni réellement comme partie prenante d'une solution négociée avec les radicaux comme peuvent le prétendre les radicaux.

Mais cela, le Parti Communiste Français ne le voit pas. Il est aveuglé par sa reconnaissance généralisée obtenue en 1936, et par sa base de masse.

Le Parti a environ 340 000 adhérents ; *L'Humanité* tire à plus de 500 000 exemplaires. Il a également un vrai impact sur la jeunesse, il apparaît comme solide et moderne, au moins relativement.

Ainsi, le 11 juillet 1937, 50 000 personnes sont présentes au Stade Buffalo, à l'occasion de l'ouverture le lendemain au Palais de la Mutualité du congrès de la Fédération des Jeunesses communistes de France, avec 3 000 délégués.

Les meetings amènent des dizaines de milliers de personnes, partout dans le pays, de manière régulière ; Maurice Thorez parle ainsi à la fin de l'année 1937 devant 20 000 personnes à Longwy, puis devant 50 000 personnes à Lille.

Il y a également des masses qui bougent, s'agitent, avec des grèves éparses mais dures, et les manifestations ne semblent pas montrer autre chose, avec encore l'esprit du Front populaire qui apparaît comme intact dans la forme.

Les cortèges parisiens du 14 juillet 1937, où défilent plusieurs centaines de milliers de personnes (100 000 à Lyon, 100 000 à Marseille), débouchent ainsi sur une scène place de la Nation à Paris où les participants au Front populaire tiennent des discours d'unité.

Le chef du gouvernement Camille Chautemps n'est pas présent, par souci de s'éloigner, mais le message qu'il fait lire salue « l'œuvre immense et généreuse du gouvernement Blum ». Les apparences sont sauvées.

Le 1<sup>er</sup> août, quelques dizaines de milliers de personnes sont à Vincennes pour le Rassemblement universel pour la paix ; début septembre 1937, 300 000 personnes sont à Garches pour la fête de *L'Humanité*.

Le 23 septembre 1937, 40 000 personnes à Boulogne à l'appel de l'intersyndicale, contre la vie chère et fin septembre, c'est aussi le congrès du Rassemblement Universel pour la Paix, à Paris, avec 2000 délégués.

Lorsque meurt Paul Vaillant-Couturier, à 45 ans, une figure extrêmement populaire, un des principaux cadres communistes et un acteur majeur du quotidien *L'Humanité*, il y a un demi-million de personnes pour l'accompagner, puis 100 000 personnes le lendemain pour refaire le même parcours, symboliquement.

Le 23 octobre 1937, 200 000 personnes sont présents à un grand meeting à Vincennes, contre la vie chère et pour le soutien à l'Espagne ; l'initiative en revient à la CGT et au Comité du Front populaire et il y a de nouveau 200 000 de nouveau pour une manifestation sur le même thème, le 30 octobre 1937.

À la fin de l'année 1937, le Parti Communiste Français pense donc encore qu'il peut maintenir les

choses en l'état, et d'ailleurs Maurice Thorez lance de nouveau un grand appel aux catholiques.

Le 9<sup>e</sup> congrès du Parti Communiste Français, qui se tient à Arles du 25 au 29 décembre 1937, est alors le point culminant de l'identification faite du Parti avec le Front populaire.

Le titre du rapport effectué par Maurice Thorez ne laisse aucun doute à ce sujet : « La France du Front populaire et sa mission dans le monde ».

La présentation faite souligne le haut degré d'illusion chauvine qui existe, sous l'impulsion de la ligne opportuniste de droite de Maurice Thorez. La France serait à part, elle pourrait trouver un chemin à part, pour vivre à part.

« Il appartient maintenant au IX<sup>e</sup> congrès de notre Parti communiste de dresser le bilan des deux dernières années, d'apprécier exactement les résultats obtenus, de tenir compte également, afin de les surmonter, des difficultés rencontrées par le Front populaire.

Il nous appartient, à nous, délégués des organisations communistes des villes et des campagnes, représentants authentiques des ouvriers et des paysans de France, il nous appartient d'éclairer la voie pour un nouveau pas en avant des masses populaires.

En des heures lourdes d'angoisse, alors que pèse sur notre peuple la double menace de la guerre intérieure et de la guerre extérieure, alors que déjà la guerre a commencé et fait rage sur plusieurs points du globe, le Parti communiste français doit proclamer la **MISSION PROGRESSIVE ET PACIFIQUE DE LA FRANCE DU FRONT POPULAIRE.**

Ce sera le but de mon rapport. »

Si le projet possède une véritable cohérence, car la France du Front populaire peut effectivement grandement jouer sur le cours des choses, il y a ouvertement l'illusion de faire en sorte que la France échappe aux vicissitudes, au moyen d'un Front populaire maintenu finalement on ne sait trop comment.

Les premières paroles de Maurice Thorez sont à ce titre un véritable scandale. Cela dégouline de chauvinisme niais, de démagogie nationaliste, d'illusions prétentieuses.

« Le rapport du Comité central au congrès de Villeurbanne [en 1936] fit, plusieurs d'entre nous s'en souviennent, une grande impression sur tous les délégués, puis sur tous les membres du Parti.

Au dehors, il subit la critique bienveillante, amère ou rageuse des amis et des adversaires. Il provoqua la colère des uns et la moquerie facile des autres.

Le rapport était comme une nouvelle rencontre de la classe ouvrière avec la France, un des plus beaux pays et des plus riches pays du monde.

Il débutait par le tableau des richesses de la France, de ses ressources immenses, agricoles et industrielles. Il détaillait les principales productions de la terre de France fécondée par la sueur et le sang de Jacques Bonhomme, l'ancêtre de nos laboureurs.

La production de ses usines géantes, fruit du labeur de nos pères, et des pères de nos pères, jusqu'aux plus lointaines générations.

Sur notre sol fertile lèvent de belles moissons. »

C'est un cauchemar, mais qui a un sens : ayant souffert de son isolement en raison de la ligne opportuniste de gauche, le Parti Communiste Français s'est précipité dans une ligne opportuniste de droite.

Maurice Thorez justifie cela en disant que les conditions de vie se sont améliorées, qu'il y a désormais le tourisme populaire et un meilleur accès à la culture ; les mentalités, en général, ont changé.

La phrase clef, c'est celle-ci :

« Le patron n'a plus en face de lui un être craintif, jusqu'à l'humiliation, n'osant pas revendiquer, se méfiant de lui-même et de son voisin, enclin à la résignation parce qu'il se croit, parce qu'il se sent plus ou moins isolé.

Le patron, dont la responsabilité et l'autorité dans son entreprise n'est [sic] nullement contestée dans les conditions du régime actuel, se trouve en présence de prolétaires unis, solidaires et forts, confiants dans leurs syndicats, dans leurs militants. »

On est là dans l'éloge d'un système qui sera celui du capitalisme développé après 1945. De plus, la situation économique est lamentable en réalité et la dévaluation réalisée par Léon Blum, contrairement à ce qu'il avait promis, a mangé tous les acquis obtenus par les revendications en mai 1936.

Maurice Thorez extrapole donc les choses lorsqu'il s'imagine qu'on en est encore, purement simplement, au combat entre fascisme et démocratie, et qu'il faut se fondre dans la démocratie, s'identifier au Front populaire qui porte celle-ci.

On retrouve d'ailleurs à l'instar de Léon Blum une véritable fascination pour la modernité américaine :

« Nous nous réjouissons sincèrement des succès de la politique démocratique et réformatrice du président Roosevelt. Nous applaudissons de tout cœur à ses discours retentissants en faveur de la démocratie, contre le fascisme. Nous avons salué avec enthousiasme la victoire magnifique du maire de New York, l'antifasciste [Fiorello] La Guardia [un républicain populiste pro-Roosevelt, opposé à Mussolini mais ayant soutenu l'invasion italienne de l'Éthiopie], qui a dit courageusement son fait à Hitler, le bourreau sanguinaire du peuple allemand. »

On a ici le paradoxe : il y a urgence mondiale, car la guerre menace, et partant de là il y a urgence... de ne rien faire, de continuer le Front populaire en cherchant à le cimenter, et ce à tout prix.

C'est le choix fait en 1937 et il va coûter extrêmement cher en 1938, poussant le Parti Communiste Français à se prétendre le véritable représentant du centrisme, des « radicaux », pour réactiver coûte que coûte le Front populaire en perdition.